A partir de juin, les Parisiens se mettent à y croire

par Claude Rouchès

Quel est le moral à Paris, en 1918 ? C'est la question à laquelle une section de la préfecture de police est chargée d'apporter une réponse. Destinataires de ces rapports, le préfet, le ministre de l'Intérieur et le président du Conseil. Extraits...

Au début de 1918, l'incertitude domine: «Dans un café 4 rue de Lyon, à 17 heures, on se réjouit de la victoire remportée par nos troupes en Italie, mais l'on estime "qu'il n'y a [...] pas lieu de chanter victoire car, en somme, depuis la bataille de la Marne, nous n'avons obtenu que des petits succès analogues qui n'ont absolument rien changé à la situation, alors que nos ennemis ont remporté de grandes victoires dont ils conservent encore les fruits".» (Rapport du 3 janvier 1918).

Et l'offensive allemande du printemps de 1918 rend l'opinion publique davantage sceptique sur une victoire à bref délai. Pourtant les raids des bombardiers Gothas n'entament pas le moral: «Toutes ces conversations sont orientées vers la prévision d'un sombre avenir; mais au fond personne ne pense sérieusement que les Allemands pourront venir à Paris.» (Rapport du 4 juin).

Dès le 7 juin, les communiqués militaires rendent confiance aux

Parisiens : « Le sentiment général est très confiant… »

Le tournant se situe le 22 juillet. À la Bourse : « Paris est désinvesti. On ne se montre pas trop impatients. On trouve que les événements sont bien tels qu'ils sont. On raconte d'ailleurs que le plan de l'état-major français est méthodique et sera d'une durée assez longue, mais que ses résultats en seront substantiels. »

Dans les cafés, l'opinion est identique : « A la taverne Pousset, 14 boulevard des Italiens, les conversations portaient surtout sur les événements heureux du jour. Il paraît que bien des gens reviennent à Paris, maintenant que les opérations militaires inspirent toute confiance. »

L'été et le début de l'automne se passent dans l'attente de l'armistice, et cela en guettant les communiqués militaires. L'annonce, le 8 octobre, de la demande allemande finit de convaincre les esprits. Les rumeurs circulent toujours : « On avait lu dans *Le Journal de Genève* les conditions de l'armistice à l'Autriche. On se les racontait et on les trouvait normales. On pensait qu'elles auraient pour but de précipiter la reddition de l'Allemagne. […] On donnait comme terme de la guerre la fin de la Noël. »

Mais ce qui a préoccupé les Parisiens, tout au long de cette année 1918, ce sont les difficultés de la vie quotidienne : nourriture, prix, etc. La surveillance policière est étroite : le prix de chaque denrée est soigneusement relevé dans chaque marché ainsi qu'aux Halles. La hausse est notée, le 1er janvier 1918 : « Les marchandes des quatre saisons stationnant rue Mouffetard sont nombreuses et la vente est très active. La pomme de terre, en quantité limitée, est vendue à des prix sensiblement en augmentation. Les ménagères se plaignent du renchérissement de la vie en général. Elles font remarquer que la qualité du pain est inférieure, depuis quelques jours, mais ajoutent

L'heure des restrictions

« On faisait la queue devant les boulangeries. On ne signale aucun incident », note un fonctionnaire de la préfecture, le 25 janvier 1918.

En haut : Calotte d'une tourelle à éclipse rotative pour deux tubes de canons de 75 raccourcis.

ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

"qu'il est préférable d'avoir du pain, même de qualité inférieure que d'en manquer". »

Au marché du cours de Vincennes, le 1er janvier : « La pomme de terre est peu abondante. La volaille et le lapin sont vendus à des prix élevés. Le poisson fait presque défaut. Les épinards, l'oseille et les pâtes alimentaires manquent totalement. Des ménagères se plaignent de la raréfaction du lapin et disent : "pour tenir les cours de la volaille, les marchands font disparaître du marché le lapin qu'ils revendent aux restaurateurs". »

Devant cette pénurie, le gouvernement se résout à taxer, et à rationner, en instituant carte et ticket : « La nouvelle réglementation de la vente du pain provoque des plaintes nombreuses. La ration de 300 grammes est en général considérée comme insuffisante. On faisait queue à la porte de nombreuses boulangeries. On ne signale aucun incident. Au marché de Saint-Mandé, une ménagère déclare : "cette mesure frappera surtout l'ouvrier dont le pain constitue la principale alimentation. Les riches pourront compenser le manque de pain par d'autres denrées". » (Rapport du 25 janvier 1918).

Les policiers ne notent aucun propos "défaitiste"

Le gouvernement instaure aussi des boucheries municipales, qui sont bien accueillies. Le rationnement se poursuit toute l'année, accompagné des lamentations des Parisiens qui s'en prennent aux « accapareurs », « aux agents de l'Allemagne »... Mais on aurait tort de penser que, dans ces difficultés, le Parisien ne cherche plus à s'amuser. Au contraire, les lieux publics, promenades ou débits de boisson, sont pleins. Le 1er juin 1918 : « L'affluence était assez considérable sur les boulevards au cours de l'après-midi d'hier. Les consommateurs étaient nombreux aux terrasses. Place de la Madeleine, du côté de la rue Tronchet, la foule venait voir le point de chute d'un obus allemand tombé avant-hier à 20 h 30. Les conversations sont très animées. Presque tous ces gens affectent d'ignorer les graves événements de l'heure [...] ».

Une altercation éclate-t-elle entre deux officiers, l'un américain et l'autre français ? Les badauds s'assemblent et le sergent de ville doit faire appel à une femme galante qui exerce au bar Le Chatam, pour traduire les propos...

Le quartier de l'Opéra et de la Madeleine, la Concorde sont remplis de bars et de cafés, qui sont combles, tard le soir. On y sert des « cocktails », boissons « américaines »... Car, à partir de juillet, les militaires américains en permission sont nombreux. Ils se réunissent dans des clubs et des bars qui leur sont quasi réservés...

On constate une sorte de gaieté qui ne craint pas de s'afficher et qui parfois paraît un peu désespérée : c'est l'amusement du permissionnaire qui fait la fête en sachant que peut-être il ne vivra plus demain... Les prostitués des deux sexes, qui s'affichent sur les boulevards, ou près de la Madeleine, profitent de ces dispositions des combattants. Et l'opinion d'être scandalisée de cette licence, tout en y participant parfois...

Les notes policières ne relèvent aucun commentaire « défaitiste ». Les policiers, très sensibilisés à de tels propos, les auraient notés... En fait, il y a quasi-unanimité sur la conduite de la guerre, et sur la politique du président du Conseil, Clemenceau. Les doutes de 1917 ont disparu.

Les conversations politiques sont fréquentes et apparemment libres. Cependant la politique extérieure l'emporte : la conduite de la guerre, les atermoiements des Alliés, la situation en Russie. Tout est matière à discussion. Et à rumeur. D'autant

À LA BOURSE DES VALEURS

Séance agitée, à la Bourse de Paris le jeudi 7 novembre 1918, comme en témoigne ce rapport de police. : « À midi, en arrivant, on raconte que les plénipotentiaires allemands sont arrivés hier à 5 heures. Ce sont des télégrammes privés de certaines banques qui l'affirment ; c'est à Sedan (?) que la rencontre aurait lieu. À une heure on apprend la révolution en Espagne ; puis un peu après on dit que la flotte allemande s'est révoltée à Kiel. On s'agite toujours ; chacun court voir son voisin. [...] À 2 h 10, des gens sérieux disent : "nous venons d'apprendre à l'instant même que la nouvelle de la signature vient d'arriver ; l'agence Havas va être officiellement informée". Cette fois, on commence à croire que la nouvelle est exacte. Alors, nous sommes à la veille de l'arrêt des hostilités, se dit-on. Personne ne sait plus que faire [...]. »

PHOTOS: ARCHIVES DE LA PRÉFECTURE DE POLICE

Des difficultés à venir
La fin de la guerre entraîne le retour des prisonniers. Dans Paris courent des rumeurs sur les atrocités allemandes. Mais bientôt le problème du chômage se pose. Les femmes doivent laisser leur place aux hommes.

plus que la population est tenue à l'écart des pourparlers qui ont lieu en dehors de Paris, et que l'on tient secrets; alors circulent les bruits les plus fous.

On commence aussi à noter des signes d'impatience. Ainsi, le 8 novembre, au palais de justice: «C'est avec une impatience fébrile que les avocats ont ouvert leur journal ce matin... On s'était endormi avec une telle confiance sur le mol oreiller de la paix que le réveil a été un peu pénible.

» Et puis beaucoup de gens ont acheté des drapeaux: ils ont hâte de les sortir.»

Aussi, lorsque l'armistice est signé, le 11 novembre, c'est une immense explosion de joie: «Cet après-midi, sur les boulevards, la foule était considérable ainsi qu'en un jour de mi-carême; la circulation était extrêmement difficile. Les cortèges se succédaient sans interruption; les drapeaux étaient innombrables. Tous les immeubles sont pavoisés. [...] Les midinettes viennent aussi ajouter une note de gaieté. Toutes portent des cocardes ou des rubans aux couleurs alliées. [...] Les voitures ne peuvent circuler dans les grandes voies, les autobus notamment ont dû changer leur itinéraire.»

C'est le nom de Clemenceau qui est sur toutes les lèvres. «En résumé, la joie est générale et se manifeste bruyamment. Les noms de M. Clemenceau et du maréchal Foch reviennent dans toutes les conversations, mais c'est principalement au président du Conseil que l'on adresse les compliments les plus flatteurs.»

Mais sitôt l'euphorie de l'armistice passée, les Parisiens retrouvent avec lassitude les difficultés du présent. Le retour des réfugiés et des prisonniers transforme Paris en un gigantesque centre de tri.

On voit apparaître peu à peu la question de la reconversion des industries de guerre et celle du travail des ouvrières. La crainte du chômage se fait jour: les ouvriers et ouvrières des usines de la Défense nationale sont mis en chômage partiel. Les femmes acceptent d'être remplacées par leurs maris mais refusent de l'être par des «embusqués»... Devant toutes ces difficultés économiques, les conversations roulent sur le budget de 1919, les nouvelles taxes, sur les emprunts nécessaires...

Aussi le premier Noël de paix, le 25 décembre 1918, se conclut sur une note d'amertume. Alors l'unanimité nationale se défait quelque peu, et si les luttes politiques n'ont pas repris, les Parisiens commencent à comprendre qu'un monde est mort avec la guerre et que le nouveau n'est pas encore né...

CLAUDE ROUCHÈS

Claude Rouchès, agrégé d'histoire, est haut fonctionnaire au ministère de l'Intérieur.

Les extraits des rapports cités dans cet article proviennent des Archives de la préfecture de police (APP). Cote: BA 1587.

L'incroyable nouvelle
Sur les boulevards, le 11 novembre 1918, le Pathéphone informe les Parisiens que l'armistice vient d'être signé et que les combats ont cessé à 11 heures.